

# COMMUNE DE GUICHEN



## PLAN LOCAL D'URBANISME

### REGLEMENT DOCUMENT LITTERAL

Extrait : Zone EBC

# NOTE LIMINAIRE

## 1 - LE REGLEMENT DU P.L.U.

Chaque zone du P.L.U. est soumise à un règlement construit sur le modèle suivant :

### Section 1 - Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

**Article 1 :** Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits

**Article 2 :** Types d'occupation ou d'utilisation du sol autorisés sous conditions

### Section 2 - Conditions de l'occupation du sol

**Article 3 :** Voirie et accès

**Article 4 :** Desserte en eau, assainissement et réseaux divers

**Article 5 :** Superficie minimale des terrains constructibles

**Article 6 :** Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

**Article 7 :** Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

**Article 8 :** Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

**Article 9 :** Emprise au sol des constructions

**Article 10 :** Hauteur maximale des constructions

**Article 11 :** Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords  
Protection des éléments de paysage et du patrimoine naturel et urbain

**Article 12 :** Réalisation d'aires de stationnement

**Article 13 :** Réalisation d'espaces libres, aires de jeux et de loisirs, et de plantations

### Section 3 - Possibilités d'occupation du sol

**Article 14 :** Possibilités maximales d'occupation du sol

**La section 1** définit ce qui est admis ou interdit dans la zone

**La section 2** définit les règles auxquelles doivent répondre les terrains constructibles et l'implantation des constructions.

**La section 3** définit les densités.

Le contenu de chaque règlement de zone est fixé en fonction :

- de la situation actuelle (site, milieu bâti, zone à protéger,...),
- des équipements existants,
- des volontés d'aménagement arrêtées par le groupe de travail.

## **2 - LE COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)**

**2.1** - Le C.O.S. détermine le nombre de mètres carrés de la surface de plancher hors œuvre nette constructible par mètre carré de terrain.

**2.2** - Par surface de terrain, il faut entendre la surface de la projection horizontale du terrain de l'opération, déduction faite des emprises réservées pour des équipements publics ou des opérations de voirie. Toutefois, lorsqu'elles feront l'objet de cession gratuite, ces dernières seront prises en compte dans la surface de terrain.

**2.3** - La Surface de plancher Hors Oeuvre Brute (S.H.O.B.) d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction.

Ne sont pas comptées dans la surface hors œuvre brute :

- Les terrasses inaccessibles qui peuvent être assimilées à la toiture de la construction.
- Les terrasses de pied avec le rez-de-chaussée.
- Les diverses saillies architecturales à caractère décoratif.

La Surface de plancher Hors Oeuvre Nette (S.H.O.N.) d'une construction est égale à la Surface Hors Ouvre Brute de cette construction, après déduction :

- a) Des surfaces de plancher hors œuvre des combles et des sous-sols non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial.
- b) Des surfaces de plancher hors œuvre des toitures-terrasses, des balcons, des loggias, ainsi que des surfaces non closes situées au rez-de-chaussée.
- c) Des surfaces de plancher hors œuvre des bâtiments ou des parties de bâtiments aménagés en vue du stationnement des véhicules.

- d) Des surfaces de plancher hors œuvre des bâtiments affectés au logement des récoltes, des animaux ou du matériel agricole ainsi que des surfaces de serres de protection.
- e) (Décret n° 88.1151 du 26/12/1988) d'une surface égale à 5 % des surfaces hors œuvre affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des a, b, et c ci-dessus.

Sont également déduites de la surface hors œuvre, dans la limite de 5 mètres carrés par logement, les surfaces de plancher affectées à la réalisation, dans le cadre de la réfection d'un immeuble à usage d'habitation, de travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène des locaux.

**2.4** - Le C.O.S. n'est pas applicable aux équipements publics d'infrastructure.

### **3 - LE COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL (C.E.S.)**

**3.1** - Le Coefficient d'Emprise au Sol est le rapport de la surface occupée par la projection de la construction à la surface du terrain.

**3.2** - La surface du terrain est comptée comme dit au 2.2.

**3.3** - Les constructions de garages enterrés ne seront pas comptées dans l'emprise au sol sous réserve que le niveau de la dalle supérieure ne dépasse pas de plus de 50 cm le niveau du terrain naturel environnant. Les rampes d'accès ne sont pas prises en compte dans le calcul du coefficient d'emprise au sol.

**3.4** - Le coefficient d'emprise au sol n'est pas applicable aux équipements publics d'infrastructure et aux parcs de stationnement publics.

### **4 - LOTISSEMENTS ANCIENS**

Dans les 5 ans à compter de l'achèvement d'un lotissement constaté dans les conditions de l'article R. 315, le permis de construire ne peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales sur le fondement de nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme intervenues postérieurement à l'autorisation de lotir.

# **TITRE I**

## **DISPOSITIONS GENERALES**

# DISPOSITIONS GENERALES

Ce règlement est établi conformément à l'article R. 123-9 du Code de l'Urbanisme.

## **Article 1 - Champ d'application**

Le présent règlement du Plan Local d'Urbanisme s'applique à la totalité du territoire de la Commune.

## **Article 2 - Portée respective du règlement à l'égard des autres législations relatives à l'occupation des sols.**

- 1 - Les règles de ce Plan Local d'Urbanisme se substituent à celles des articles R. 111-1 à R. 111-24 du Code de l'Urbanisme (texte communément appelé Règlement national) à l'exception des articles suivants qui restent applicables.

**L'article R. 111-2** qui prévoit notamment que « *le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.* »

**L'article R. 111-3-2.** qui prévoit que « *le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.* »

**L'article R. 111-4** selon lequel « *le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.*

*Il peut également être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.*

*La délivrance du permis de construire peut être subordonnée :*

- a) *A la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux besoins de l'immeuble à construire ;*
- b) *A la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa ci-dessus. »*

*« Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre. »*

**L'article R. 111-14-2** qui dispose que « *le permis de construire est délivré dans le respect des préoccupations d'environnement définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Il peut n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions, par leur situation, leur destination ou leurs dimensions, sont de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.* »

**L'article R. 111-15** d'après lequel « *le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales lorsque, par leur importance, leur situation, et leur affectation, des constructions contrarieraient l'action d'aménagement du territoire et d'urbanisme* » résultant de directives d'aménagement national.

**L'article R. 111-21** en vertu duquel « *le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par « leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur » des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.* »

## **2 - Se superposent aux règles propres du P.L.U., les prescriptions prises au titre de législations spécifiques, notamment :**

- 2.1 - Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, créées en application de législations particulières qui sont reportées sur l'annexe « tableau et plan des servitudes d'utilité publique »,
- 2.2 - Le périmètre de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager qui est reporté dans l'annexe « tableau et plan des servitudes d'utilité publique ».
- 2.3 - Le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation qui est reporté dans l'annexe « tableau et plan des servitudes d'utilité publique ».
- 2.4 - Les dispositions de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 dite « Loi d'orientation pour la ville » et ses décrets d'application,
- 2.5 - Les dispositions de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 dite « Loi sur l'eau » et ses décrets d'application,
- 2.6 - Les dispositions de la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 modifiée par la loi n° 94-112 du 9 février 1994 sur la protection et la mise en valeur des paysages et ses décrets d'application,
- 2.7 - Les dispositions des articles L. 142-1 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs à l'élaboration et la mise en oeuvre par le Département d'une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non,
- 2.8 - Les dispositions de la Réglementation Sanitaire en vigueur,
- 2.9 - L'arrêté ministériel du 6 octobre 1978 modifié le 23 février 1983 et l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2000 relatifs à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les

- bruits de l'espace extérieur, ainsi que les dispositions issues de la loi n° 92-444 du 31 décembre 1992,
- 2.10- Les règles d'urbanisme des lotissements, y compris ceux dont le maintien au-delà de 10 ans après leur approbation a été décidé conformément aux dispositions de l'article L. 315-2-1 du Code de l'Urbanisme,
- 2.11- Les zones interdites au stationnement des caravanes ainsi qu'à la création de terrains aménagés pour l'accueil des tentes et des caravanes en application des dispositions des articles R. 443-9 et R. 443-9-1 du Code de l'Urbanisme,
- 2.12 - La législation sur les découvertes archéologiques fortuites (article L. 531-14 à L. 531-16 du Code du Patrimoine) qui s'applique à l'ensemble du territoire communal, résumée par : « *Toute découverte archéologique (poterie, monnaies, ossements, objets divers ...) doit être immédiatement déclarée au Maire de la commune ou au Service Régional de l'Archéologie (Direction Régionale des Affaires Culturelles, Hôtel de Blossac, 6 rue du Chapitre, 35044 Rennes Cedex, tél. : 02.99.84.59.00).* » ; la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (art. 322-2 du Code Pénal) qui s'applique à l'ensemble du territoire communal, résumée par : « *Quiconque aura intentionnellement détruit des découvertes archéologiques faites au cours de fouilles ou fortuitement, ou un terrain contenant des vestiges archéologiques sera puni des peines portées à l'article 322.* » ; la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive : « *Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique définies par la loi du 17 janvier 2001 susvisée.* » ; l'article R. 111-3-2 du Code de l'Urbanisme : « *Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques* ».

**3 - D'autres informations pour les aménageurs sont indiquées ci-dessous, car le statut des zones ainsi concernées peut être utile à connaître. Il s'agit :**

- 3.1 - Des zones du Droit de Prémption Urbain, instituées en application des dispositions des articles L. 211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- 3.2 - Des zones de préemption créées au titre des espaces naturels sensibles en application des dispositions des articles L. 142-3 et R. 142-4 du Code de l'Urbanisme.
- 3.3 - Des zones interdites au stationnement des caravanes, en application des dispositions de l'article R. 443-3 du Code de l'Urbanisme.

- 3.4 - Des périmètres à l'intérieur desquels la démolition des immeubles est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir. L'ensemble du territoire de la commune est concerné.
- 3.5 - Des espaces soumis à une protection d'architecture.
- 3.6 - Des périmètres de Z.A.D.
- 3.7 - Des périmètres des zones délimitées en application de l'article L. 111-5-2 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable.
- 3.8 - Des périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer au titre de l'article L. 111-10 : prise en considération de la mise à l'étude d'un projet.
- 3.9 - Des zones de préemption sur les fonds de commerce et les baux commerciaux en application des dispositions de l'article L. 58 de la Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises au bénéfice de la commune.

Ces périmètres, lorsqu'ils existent, sont figurés au plan.

A noter que l'ensemble du département d'Ille et Vilaine a été classé « périmètre sensible » par arrêté ministériel du 27/10/1974.

### **Article 3 - Division du territoire en zones**

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines et en zones naturelles ou non équipées.

Les plans comportent aussi les terrains classés par ce Plan Local d'Urbanisme comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer : y figurent également les emplacements réservés pour les voies et ouvrages publics.

**1 - Les zones urbaines** auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre II du présent règlement sont :

- a) la zone centrale **UC** délimitée au plan par un tireté et repérée par l'indice **UC**,
- b) la zone d'extension **UE** délimitée au plan par un tireté et repérée par les indices **UEb**, **UEc**, **UEd**,
- c) la zone de hameaux **UH** délimitée au plan par un tireté et repérée par l'indice **UH**,
- d) la zone d'activités **UA** délimitée au plan par un tireté et repérée par l'indice **UA**,
- e) la zone **UT** délimitée au plan par un tireté et repérée par les indices **UTa** (tourisme, loisirs), **UTv** (accueil des gens du voyage).

**2 - Les zones à urbaniser** auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre III, sont :

La zone à urbaniser **AU** délimitée au plan par un tireté et repérée par les indices **1AUeb, 1AUec, 1AUa, 1AUta, 2AU et 2AUa,**

**3 - Les zones agricoles** auxquelles s'appliquent les dispositions du titre IV, sont :

La zone d'agriculture protégée **A** délimitée au plan par un tireté et repérée par l'indice **A,**

**4 - Les zones naturelles et forestières** auxquelles s'appliquent les dispositions du titre V, sont :

La zone de protection de la nature et des sites **N** délimitée au plan par un tireté et repérées par les indices **Na, Nb, Nd, Np et Nr.**

**5 - Secteurs susceptibles d'être touchés par des nuisances**

a) Nuisances dues aux inondations

Des secteurs inondables sont figurés au Plan de zonage du P.L.U. conformément à la légende.

Pour chacun de ces secteurs correspond un règlement particulier figurant dans l'Annexe P.P.R.I. du P.L.U. auquel il faut se conformer.

**6 - Les espaces boisés classés à conserver ou à créer** font l'objet des dispositions spéciales énoncées au titre VI. Ils sont repérés au Plan de zonage du P.L.U. par un quadrillage semé de ronds.

**7 - Les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts** font l'objet de dispositions du titre VII. Ils sont repérés au Plan de zonage du P.L.U. par des croisillons fins.

#### **ARTICLE 4 - Adaptations mineures**

Les adaptations mineures qui se révéleraient nécessaires seront décidées par l'autorité compétente. Elles supposent outre le faible dépassement de la norme, un motif résultant de la nature du sol, de la configuration des parcelles ou du caractère des constructions avoisinantes.

Les articles concernés sont les articles 3 à 13 inclus du règlement de chaque zone.

**ARTICLE 5 - Définitions****Alignement**

Il correspond à la limite entre le domaine public et la propriété privée.

**Annexes**

Sont considérés comme constructions annexes, pour bénéficier de certaines règles qui leur sont propres, les locaux de faible dimension, accolés à la construction principale, ayant un caractère accessoire au regard de l'usage de la construction principale, tels que garages, remises, locaux vélos, celliers...

**Attique**

Est considéré comme attique le ou les derniers niveaux placés au sommet d'une construction et situés en retrait d'au moins 2 mètres des façades sur rue et arrière. L'attique ne constitue pas un élément de façade.

**Balcons**

Pour bénéficier des exceptions prévues aux articles 6, 7, 8, 9 et 10 par le Règlement, le balcon ne doit pas dépasser de plus de 0,80 mètre le nu de la façade.

Pour le calcul des distances par rapport aux limites séparatives (fonds de parcelle, limites latérales), si le balcon dépasse de plus de 0,80 mètre le nu de la façade, la distance se calcule par rapport au nu du balcon.

**Bâtiment-îlot**

Est considéré comme une construction réalisée selon le principe de « bâtiment-îlot », une construction implantée sur la totalité du terrain d'assiette du projet. Ce terrain étant entouré d'espace public. La construction est considérée dans un sens large, car sont compris les aires de stationnement affectées à la construction, les accès privés aux constructions ou parkings, (allées privées, escaliers, rampes d'accès, ...), le socle éventuellement constitué par des parkings souterrains, qui peuvent déborder de l'emprise de la construction, les jardinets privatifs, ...

**Constructions**

Les constructions visées par le Règlement sont celles définies par l'article L 421-1 du Code de l'Urbanisme. En particulier, deux bâtiments, pour faire partie de la même construction, doivent être reliés par des éléments construits créant de la S.H.O.B. au sens de l'article R. 112-2 du Code de l'Urbanisme.

**Dépendances**

Sont considérés comme dépendances, pour bénéficier de certaines règles qui leur sont propres, les locaux de faible dimension détachés de la construction principale, ayant un caractère accessoire au regard de l'usage de la construction principale, tels que abris de jardin, garages, remises, locaux vélos, celliers...

Les "constructions d'abris pour animaux dans un autre cadre que celui d'une exploitation agricole" tel qu'il est fait référence dans les zones N ne sont pas considérées comme des dépendances.

### Eléments architecturaux

Sont considérés comme éléments architecturaux, les ouvrages en saillie des façades et des toitures tels que portiques, auvents, bandeaux... mais ne créant pas de surface hors œuvre nette (SHON).

### Façade

La notion de façade est liée à la position des parois verticales qui isolent thermiquement la construction (gros murs ou murs rideaux par exemple). La façade constitue de fait le parement extérieur. Elle se compose de l'ensemble des faces de même orientation géographique.

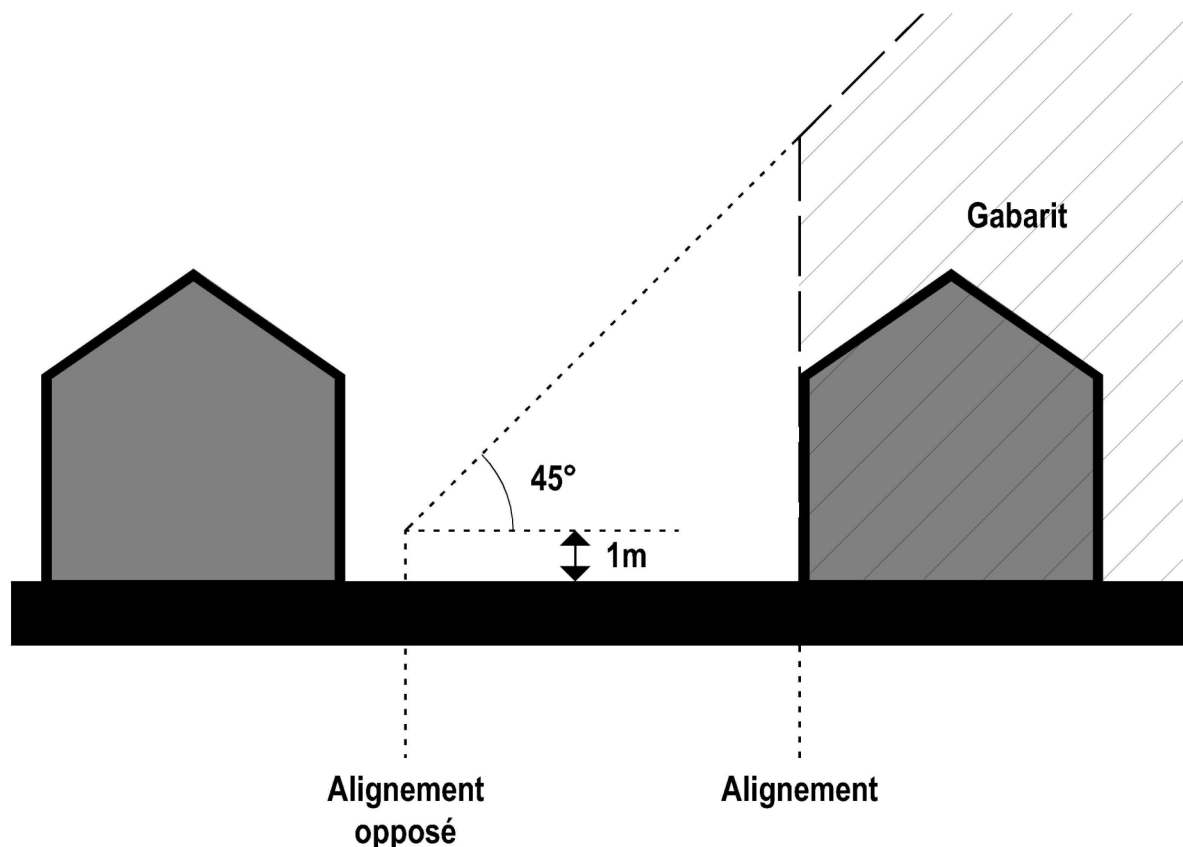
Lorsqu'une façade d'une section de longueur maximale de 30 mètres comporte des éléments décalés (étage en retrait ou en saillie par exemple ou décrochement en emprise au sol), il faut considérer que le gabarit s'applique sur la face qui présente la plus grande superficie.

Les saillies traditionnelles, éléments architecturaux, terrasses, balcons, pignons ne sont pas inscrits à l'intérieur du gabarit.

### Gabarit

Le gabarit est défini à l'article 10 de certaines zones.

La hauteur de toute construction doit s'inscrire dans le gabarit. Seuls peuvent être édifiés en dehors de ce gabarit des ouvrages indispensables et de faible emprise (notamment les murs pignons, acrotères, souches de cheminée, ventilations, lucarnes, machineries d'ascenseur, les éléments techniques nécessaires à la sécurité des personnes type garde-corps), les saillies traditionnelles, éléments architecturaux, balcons, pignons ne sont pas inscrits à l'intérieur du gabarit.



### **Hauteurs d'immeubles**

La hauteur maximale est calculée du sol naturel à l'égout du toit ou au haut de l'acrotère et n'inclut pas la hauteur des toitures ni les attiques.

Par exception, certains articles font référence à la hauteur absolue, qui s'entend calculée du sol naturel au point le plus haut de la construction ou de l'installation.

Dans le cas d'immeuble terrasse et de bâtiment industriel, la hauteur sera comptée du sol naturel au point le plus haut situé à l'aplomb de la façade.

### **Limites séparatives**

Sur un terrain, on distingue les limites donnant sur les emprises publiques, des limites séparatives. Les limites séparatives incluent les limites latérales et les fonds de parcelles.

### **Logement**

Est considéré comme logement tout local assurant une autonomie et une intimité minimale de vie au travers d'un équipement comprenant des sanitaires complets (toilettes, WC), d'un bloc cuisine ainsi qu'une porte d'accès séparée dotée d'un verrou de sûreté.

Une chambre indépendante est assimilée à un logement si elle répond aux critères décrits ci-dessus.

### **Marge de recul portée au Plan de zonage du P.L.U.**

Dès lors qu'une marge de recul est portée au Plan de zonage du P.L.U., aucune construction ou partie de construction, ne doit être implantée en deçà de cette limite. Toutefois, des éléments de construction tels que saillies traditionnelles, balcons, auvents, portiques, avancées de toitures, les équipements techniques liés aux différents réseaux, les éléments architecturaux, ... ainsi que les parcs souterrains de stationnement peuvent être admis dans la marge de recul.

La marge de recul le long de la RD 177, renvoie à l'application de l'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme.

### **Rez-de-chaussée habitable**

La notion de "rez-de-chaussée habitable" utilisée à l'article 10 s'entend à l'exclusion des sous-sols :

- non aménagés pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- aménagés en vue du stationnement des véhicules.

### **Saillies traditionnelles**

Les saillies traditionnelles sont ainsi définies : seuils, socles, soubassements, bandeaux, corniches, appuis de fenêtre, cheminées, encadrements, pilastres, nervures, pare-soleil, balcons, garde-corps, oriels, marquises, ...

### **Terrain**

Est considéré comme terrain tout bien foncier d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Sont prises en compte pour la surface du terrain, les parties grevées par un emplacement réservé ou un plan d'alignement ou un Espace Boisé Classé.

Par contre, les surfaces affectées à l'emprise d'une voie privée existante, ouverte à la circulation générale ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface du terrain.

### **Voies et emprises publiques**

Voies routières : Il s'agit des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique (donc y compris les voies des lotissements privés ainsi que les chemins ruraux).

S'il est prévu un emplacement réservé pour la création ou l'élargissement d'une voie, il convient d'en tenir compte pour les implantations de bâtiments.

Emprises publiques : aires de stationnement, places, emplacements réservés divers, ...

Voies piétonnes ou cyclables et les espaces verts :

Il s'agit de voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique non inscrites dans un profil de voie routière.

### **ARTICLE 6 – Demandes d'autorisation**

**Outre les constructions, sont soumises à autorisation sur l'ensemble du territoire communal :**

1. L'édification de clôtures en zone U et AU, est soumise à une procédure de déclaration préalable (L. 441-1 et R. 441-1 et suivants du Code de l'Urbanisme). DCM du 29 octobre 2007.
2. Les installations et travaux divers (L. 442-1 et R. 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme),
3. Les affouillements et les exhaussements (R 421-23 paragraphe f du code de l'Urbanisme)
4. Les coupes et abattages d'arbres dans les Espaces Boisés Classés figurant au plan (L. 130-1 du Code de l'Urbanisme),
5. Les défrichements dans les espaces boisés non classés de plus de 4 hectares,
6. Les démolitions sont soumises à permis de démolir (L. 430-1 du Code de l'Urbanisme),
7. Les destructions partielles ou totales des éléments de paysages protégés au titre de l'article (L. 123-1.7 du Code de l'Urbanisme).

## **TITRE VI**

### **TERRAINS CLASSES PAR LE PLAN**

### **COMME**

### **ESPACES BOISES CLASSES A CONSERVER, PROTEGER OU CREER**

## ESPACES BOISES CLASSES

Les Espaces Boisés Classés à conserver, à protéger ou à créer figurent au Plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme.

### **Article EBC 1 – Dispositions générales**

A l'intérieur des périmètres délimitant les Espaces Boisés Classés figurant au Plan de zonage du P.L.U. par un quadrillage de lignes verticales et horizontales semé de ronds, les dispositions des articles L. 130-1 à L. 130-6 et R. 130-1 à R. 130-24 du Code de l'Urbanisme sont applicables.

Le propriétaire sera tenu d'entretenir le boisement existant et en particulier de remplacer les arbres qui viendraient à disparaître. Tout défrichement y est interdit. Seuls sont autorisés les travaux qui ne sont pas susceptibles de compromettre le caractère boisé des lieux.

### **Article EBC 2 – Dispositions applicables aux Espaces Boisés Classés**

#### **1. Article L. 130-2 du Code de l'Urbanisme**

*« Pour sauvegarder les bois et parcs, et, en général, tout espace boisé et site naturel situés dans les agglomérations ou leurs environs, et pour en favoriser l'aménagement, l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics ayant pour objet la réalisation d'opérations d'urbanisme peuvent offrir, à titre de compensation, un terrain à bâtir aux propriétaires qui consentent à leur céder gratuitement un terrain classé par « un plan d'occupation des sols rendu public ou un plan local d'urbanisme approuvé » comme espace boisé à conserver, à protéger ou à créer. Cette offre ne peut être faite si la dernière acquisition à titre onéreux dont le terrain classé a fait l'objet n'a pas date certaine depuis cinq ans au moins. »*

*« Il peut également, aux mêmes fins, être accordé au propriétaire une autorisation de construire sur une partie du terrain classé n'excédant pas un dixième de la superficie dudit terrain, si la dernière acquisition à titre onéreux dont ce terrain a fait l'objet a date certaine depuis cinq ans au moins. »*

*« Cette autorisation, qui doit être compatible avec les dispositions du « schéma de cohérence territoriale », ne peut être donnée que par décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'urbanisme, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'agriculture. La portion de terrain cédée par le propriétaire ne peut faire l'objet d'un changement d'affectation qu'après autorisation donnée dans les mêmes conditions. L'application des dispositions du présent alinéa est subordonnée à l'accord de la ou des communes sur le territoire desquelles est situé le terrain classé, dans les conditions déterminées par les décrets prévus à l'article L. 130-6 » du Code de l'Urbanisme.*

*« La valeur du terrain à bâtir offert en compensation ou le surcroît de valeur pris, du fait de l'autorisation de construire, par la partie du terrain classé conservée par le propriétaire, ne doit pas dépasser la valeur du terrain cédé à la collectivité. »*

**2. Article L. 130-3 du Code de l'Urbanisme**

*« Lorsqu'ils ont acquis la propriété d'espaces verts, boisés ou non, dans les conditions prévues à l'article L. 130-2, l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics s'engagent à les préserver, à les aménager et à les entretenir dans l'intérêt du public. »*

3. Les possibilités de construction accordées en application de l'article L. 130-2 du Code de l'Urbanisme sont fixées par décret.

La portion du terrain rendue éventuellement constructible après application de l'article L. 130-2 du Code de l'Urbanisme est soumise aux règles de la zone dans laquelle elle se trouve.

4. Nonobstant toutes dispositions réglementaires attribuant compétence à une autre autorité, les décisions intervenant sur les demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol dans les Espaces Boisés Classés sont prises par le Maire après avis du préfet.